



HAL
open science

Recension : Raymond Aron - De la guerre : âge atomique et diplomatie mondiale

Antony Dabila

► **To cite this version:**

Antony Dabila. Recension : Raymond Aron - De la guerre : âge atomique et diplomatie mondiale. 2021. hal-03666346

HAL Id: hal-03666346

<https://hal.science/hal-03666346>

Submitted on 18 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Raymond Aron, “De la guerre : Age atomique et diplomatie planétaire”, 103 pp., in *Espoir et peur du siècle*, du même auteur, Paris, Calmann-Lévy, 1957, 367 pp.

Présenté par Antony Dabila

Introduction : premiers jalons d’une réflexion nucléaire

Les deux principaux ouvrages publiés par Raymond Aron avant-guerre avaient pour titres *La Sociologie allemande contemporaine* et *La Philosophie critique de l’histoire*. De ces deux ouvrages, le jeune doctorant de l’École normale supérieure retint tout au long de sa carrière deux enseignements primordiaux, qui l’aidèrent à aborder de manière originale les problèmes internationaux. Le premier, tiré de l’œuvre de Max Weber, est la centralité du politique dans les affaires humaines et la nécessité de comprendre le monde en termes de relations de pouvoir, à l’intérieur et à l’extérieur des unités politiques. Le second est l’idée hégélienne (et marxiste) du surgissement progressif de la signification de l’Histoire, que personne n’a voulu telle qu’elle est, mais qui se dégage de la confrontation et du conflit des différents points de vue sur le monde. Comme le dit Marx dans une formule qu’affectionnait Aron, “*les hommes font l’histoire, mais ne savent pas l’histoire qu’ils font*”. Plutôt que la centralité de l’économique, Aron utilisera cet outil dialectique en remplaçant la vision marxiste de la lutte des classes par celle empruntée à Weber, sans toutefois ignorer les intérêts économiques dans son analyse. Ce sont là les principes méthodologiques les plus saillants d’une réflexion qu’il rattachait lui-même à la “sociologie historique”, née en Allemagne dans le sillage tracé par Weber et bénéficiant d’une longue analyse dans le premier ouvrage qu’Aron avait consacré à la sociologie de langue germanique. Il s’agit pour lui d’une tradition permettant d’englober l’ensemble du champ des sciences humaines et de ne négliger aucune des dimensions pertinentes pour l’analyse des phénomènes complexes dont elles traitent. Refusant tout réductionnisme à l’économie, comme chez Marx, aussi bien qu’à la politique ou à la psychologie, cette approche restera tout au long du parcours intellectuel d’Aron sa manière privilégiée d’aborder les grands problèmes politiques, intérieurs aussi bien qu’extérieurs.¹

C’est cette perspective originale reçue lors de sa formation intellectuelle qui poussera Aron à adopter un point de vue à la fois englobant et politico-centré sur les relations internationales et, plus particulièrement, sur la dialectique nucléaire naissante dans l’après-Hiroshima. Alors que les stratégestes de l’après-guerre intègrent rapidement l’existence de l’arme atomique dans leurs études, le plus souvent pour en souligner le caractère radicalement nouveau aux plans stratégique et opérationnel, Aron se montre plus circonspect et insiste dès ses premières analyses, dès 1945, sur les effets *politiques* que

¹ Ses *Étapes de la pensée sociologique* avaient pour premier titre, lors de leur parution originelle en 1961, *Les Grandes doctrines de sociologie historique*. Puis, lorsque le Centre de Sociologie Européenne, créé en 1960 avec Pierre Bourdieu, se scinda après les événements de mai 1968, Aron choisit pour nom de son laboratoire de l’École Pratique des Hautes Études “Centre Européen de Sociologie Historique”.

pourrait produire la nouvelle arme. Là où un Bernard Brodie considère que son œuvre antérieure consacrée à la stratégie navale n'a plus de valeur en raison de la rupture qu'introduit la détonation de la première arme atomique,² Aron s'interroge aussi sur les éléments de continuité que peut receler la situation nouvelle. Le domaine des études internationales et stratégiques ne distinguera que progressivement l'ampleur, les dimensions multiples, mais aussi les limites des changements qu'induit le fait nucléaire. Dans les débats qui le traversent alors, Aron jouera très vite un rôle de premier plan.

Ainsi, aux nombreuses analyses promettant un peu rapidement que *l'après* n'aura plus rien à voir avec *l'avant*, il tenta d'opposer une vision tirée de la sociologie historique et fondée sur la permanence à la fois de la nature humaine et des phénomènes politiques. Les règles de la guerre seront-elles redéfinies, voire la guerre elle-même abolie par les arsenaux nucléaires ? A quelles innovations et quelles permanences faut-il s'attendre dans l'art stratégique et la pratique diplomatique après l'introduction d'armes au pouvoir de destruction inédit ? Telles sont, rapidement résumées, les problématiques sous-jacentes à l'ensemble de l'œuvre aronienne consacrée aux relations internationales à l'âge atomique.

L'un de ses premiers écrits entièrement consacrés à cette nouvelle catégorie d'armes, "De la Guerre : Age atomique et diplomatie mondiale", paraît en 1957 sous la forme d'un essai publié au sein d'un ouvrage : *Espoir et peur du siècle*, sous-titré *Essais non partisans*, et qui en comporte deux autres sans lien direct avec lui.³ Aron y pose les premiers jalons d'une construction théorique qui lui permettra de devenir l'une des principales références de la stratégie nucléaire aussi bien en France qu'aux États-Unis.⁴ Avant *Guerre et paix entre les nations* (1962) et *Le Grand débat* (1963), cet essai, méconnu et peu cité, mérite un nouvel examen, afin de mesurer la précocité et l'influence des thèses d'Aron sur ce thème central dans la première phase de la Guerre froide qu'est sans conteste la dissuasion.

"No need to bomb the cities"

En janvier 1955, alors journaliste en reportage à New York, Raymond Aron découvre par hasard un article de magazine publié dans la revue *US News & World Report* consacré à la stratégie nucléaire et signé par Richard Leghorn.⁵ Colonel de l'US Air Force ayant participé aux essais nucléaires sur l'atoll de Bikini, Leghorn avait récemment développé en interne une critique de l'usage de l'arme atomique prôné par le gouvernement

² Jean-Philippe Baulon, "Bernard Brodie et la dissuasion : un parcours américain", in Thomas Meszaros (dir.), *Repenser les stratégies nucléaires Continuités et ruptures. Un hommage à Lucien Poirier*, Berne, Peter Lang, 2019.

³ Jacques Vernant, qui en assure le compte-rendu pour *Politique Étrangère* (vol.22, n°2, 1957, pp.214-216) remarque : "Ces essais sont au nombre de trois : 'De la droite', 'De la décadence', 'De la guerre', qui font suite respectivement à : L'Opium des intellectuels, Le Grand schisme, et aux Guerres en chaîne. Ils permettent à l'auteur de mettre à jour et parfois de réviser ses conclusions antérieures".

⁴ Claudio Cioffi-Revilla, "Nuclear Deterrence Theory in the Early Cold War, 1945–1962", in *Oxford Encyclopedia of International Studies*, 2 September 2020.

⁵ Richard Leghorn, "No Need to Bomb the Cities to Win Wars: A New Counter-Strategy for Air Warfare", in *US News & World Report*, 28 January 1955, pp.78-83.

d'Eisenhower, dont il avait été le conseiller pour les affaires de désarmement de 1955 à 1956.⁶ N'ayant pu obtenir gain de cause auprès de l'administration républicaine alors aux affaires, il se décide à rendre publics ses arguments grâce à une campagne de presse dirigée contre le Président et son Secrétaire d'État, John Foster Dulles. Pour Aron, les thèses soutenues par Leghorn sont une petite épiphanie : “‘No need to bomb the cities’, *titrait, en énormes caractères, un hebdomadaire américain, il y a quelques années. L'auteur de l'article s'efforçait de démontrer que la guerre, même atomique, ne prendrait pas inévitablement le caractère apocalyptique que l'on imaginait avec terreur*”.⁷ C'est ainsi qu'Aron lui-même raconte, dans les premières pages de l'essai examiné ici, comment lui fut révélée l'idée majeure qui vint étayer sa réflexion après la guerre de Corée : la guerre menée au moyen d'engins atomiques ne sera pas simplement un déluge de feu généralisé qui arrêtera toutes les entreprises guerrières, comme elle le fit avec le Japon.

Des armes atomiques à charge explosive plus faible que celles d'Hiroshima viendront en effet bientôt combler l'écart entre les explosifs traditionnels et ceux utilisant la fission de l'uranium ou du plutonium et pourront être utilisées pour détruire une armée en campagne ou une flotte au mouillage, sans viser les centres de population. Les nouvelles armes devront donc être utilisées au meilleur endroit, non pas simplement pour détruire le plus possible, mais pour en tirer le maximum d'effets *politiques*. En un mot, l'âge nucléaire aura lui aussi sa stratégie, qui mêlera toutes les formes de violence à disposition des États, anciennes (guerre conventionnelle, guérilla), comme nouvelles (bombes atomiques, bombes à hydrogène). Ayant rencontré Leghorn,⁸ avec qui il discute des implications diplomatiques de la diversification des usages du nucléaire, Aron se lance dans une véritable investigation intellectuelle qui vise à déceler leurs conséquences probables sur la diplomatie mondiale. Après avoir rassemblé ses idées dans un article pour la revue *Preuves*⁹ qu'il a contribué à créer et où il publie régulièrement, il se décide à formaliser ses hypothèses plus rigoureusement et entreprend de rédiger un essai, qui deviendra “De la guerre”.

Nous sommes alors en plein milieu du premier mandat de Dwight Eisenhower à la présidence américaine. Arrivé au pouvoir à l'issue de la Guerre de Corée, l'ancien commandant des forces terrestres américaines en Europe lors de la Seconde Guerre mondiale entreprit dès son arrivée à la Maison-Blanche de réviser en profondeur la doctrine stratégique nucléaire américaine. Après une année de réflexion et de consultations, son Secrétaire d'État, John Foster Dulles, présenta au début de l'année 1954

⁶ Voir Robert M. Dienesch, *Eyeing the Red Storm: Eisenhower and the First Attempt to Build a Spy Satellite*, Lincoln, Nebraska University Press, 2016, p.228. Leghorn sera l'un des pères du programme de reconnaissance aérienne en territoire soviétique, afin de mesurer l'avance du programme balistique de Moscou.

⁷ Raymond Aron, “De la guerre : Age atomique et diplomatie planétaire”, in *Espoir et peur du siècle*, p.306. Nous citerons dorénavant ce titre sous la forme “De la guerre”.

⁸ Voir la correspondance avec James E. King (lettre du 2 février 1967 et réponse d'Aron le 8 février), Fonds Raymond de la BNF, NAF 28060, boîte 125, dossier “Confluence”.

⁹ Raymond Aron, “A l'âge atomique peut-on limiter la guerre ?”, in *Preuves*, n° 58, 1955, pp.30-39.

la doctrine dite des “représailles massives” auprès des citoyens américains et des alliés des États-Unis. Cette doctrine rassemble cependant contre elle toutes sortes de critiques, dont celle d’Aron. Selon l’analyse qu’il livre à chaud dans les colonnes du *Figaro*, la doctrine Dulles a pour défaut de restreindre la liberté d’action du gouvernement américain en enfermant les décideurs dans une alternative indésirable, les forçant à choisir “entre la capitulation et la guerre générale, deux éventualités que l’on veut par-dessus tout éviter”.¹⁰ Son point de vue reste alors théorique et lorsqu’il découvre le slogan lancé par Leghorn, celui-ci constitue non seulement une corroboration de ses idées, mais également la preuve que l’arme atomique est considérée par les militaires eux-mêmes comme une nouvelle corde à leur arc pour mener des opérations ponctuelles et circonscrites, et non simplement un moyen ultime d’anéantir l’ennemi dans un affrontement à mort.

Bien qu’il ne soit qu’un réquisitoire parmi tant d’autres, l’article de Leghorn représente une étape importante de la critique de la doctrine Dulles, car il ne se contente pas d’en souligner les limites, mais lui oppose la première réelle alternative militaire innovante, fondée sur les avancées du programme de recherche en explosifs nucléaires que poursuit le Pentagone. Impliqué dans les essais d’après-guerre dans le Pacifique, Leghorn est certainement informé des plans de développement d’ogives de faible puissance, destinées à être utilisées sur un champ de bataille contre des troupes soviétiques ou chinoises largement supérieures en nombre. La publication de son article coïncide d’ailleurs avec les premiers essais d’ogives dites “tactiques”, en février 1955, soit un mois après sa publication dans *US News & World Report*.¹¹

Lu avidement par Aron, cet article lui confirme que la stratégie nucléaire américaine n’est plus adaptée à ses nouvelles capacités. La doctrine Dulles, qui met en avant le caractère “massif” de la réponse, se contente en effet d’utiliser les nouveaux armements dans le cadre dépassé des bombardements stratégiques de la Seconde Guerre mondiale. En visant centres de population et de production, elle cherche à dissuader un État rival de se lancer dans une guerre offensive en menaçant ses arrières et non sa ligne de front ou son dispositif stratégique. Si l’Union soviétique n’a pas entrepris d’opération de grande envergure après le début de la Guerre froide, force est de constater que l’Amérique ne s’est pas non plus risquée à employer l’“arme absolue” pour secourir Séoul, Prague ou Hanoï, comme l’avait déjà remarqué Aron dès *Les Guerres en chaîne* (1951).¹² Mais de nouvelles armes utilisables sur le champ de bataille et moins cruelles pour les civils pourraient changer la donne : “Si l’un de nos alliés ou les États-Unis eux-mêmes sont attaqués par un agresseur avec une armée conventionnelle, les États-Unis puniront l’agresseur en utilisant des armes nucléaires tactiques pour détruire ses unités offensives

¹⁰ Raymond Aron, *Les Articles du Figaro*, tome I, 15 septembre 1954, “Une Nouvelle stratégie américaine ?”, p.1188.

¹¹ Voir l’article du commandant Baille, “Histoire et doctrine d’emploi de l’armement nucléaire tactique français (1959-1996)”, dans les *Cahiers de la Pensée Mili-Terre*, publié le 6 juin 2020.

¹² Voir notamment, dans ce volume antérieur publié aux éditions Gallimard, les pages 178 et suivantes. “*Le terrain de la diplomatie internationale n’a pas encore été bouleversé par la mise au point de l’arme miraculeuse*”, y affirme-t-il alors, au rebours de la majorité des analystes.

dans la zone de combat et ses installations militaires situées à l'arrière",¹³ avançait Leghorn dans son article. Si l'attaque se fait par les airs, ces mêmes bombes détruiront les aérodromes d'où ils seront lancés. Si l'ennemi utilise ses armes nucléaires, le camp occidental doit pouvoir attaquer directement les installations les abritant. La nouvelle tâche de l'analyste devient donc de comprendre comment ces armes s'intégreront à l'arsenal conventionnel et modifieront, par voie de conséquence, l'art stratégique et la pratique diplomatique.

Imaginer la future stratégie nucléaire

Aron entame ainsi son essai en s'appuyant sur les réflexions développées par le militaire américain. La capacité à graduer les représailles et la dissuasion qu'il préconise attire immédiatement l'attention d'Aron, qui comprend les implications *politiques* de cet élargissement des possibles *stratégiques*.

À quoi bon, disait [Leghorn], raser les villes de l'ennemi puisque celui-ci est capable de faire subir le même sort à nos propres villes ? Supposons une égalité ou une relative égalité entre la capacité de bombardement des deux camps : un état-major qui penserait et déciderait rationnellement ne commencerait pas par lancer ses bombardiers sur Moscou ou Washington, il s'efforcerait de neutraliser la puissance nucléaire ou thermonucléaire de la coalition adverse.¹⁴

En se plaçant dans une parité nucléaire alors plus supposée que véritablement établie, Aron saisit d'emblée les conséquences de la percée théorique opérée par Leghorn. Celui-ci a en effet démontré que le "*clavier stratégique*"¹⁵ de la guerre nucléaire était bien plus varié que ne le supposait la doctrine Dulles ou le premier emploi d'armes atomiques contre Hiroshima et Nagasaki. Aux plans tant militaire que diplomatique, leur utilisation ou la simple menace d'y recourir peut prendre une multitude de formes, qu'il est à présent nécessaire d'imaginer et de catégoriser pour comprendre la palette d'actions qui sera demain à disposition des décideurs américains et soviétiques.

Pour cela, l'une des premières tâches que se donne Aron est de tordre le cou à l'idée que tout affrontement est pour toujours écarté par une dissuasion réciproque, à la fois diffuse et exercée par le simple fait de posséder une technologie. L'espoir d'une suprématie éphémère pourrait en effet très bien inciter l'un des camps à frapper achever son adversaire du premier coup : "*Comme on ne saurait éliminer le stock d'armes, selon toute probabilité inaccessible et dispersé, la logique commanderait que, dans le cas d'une guerre future, [...] le belligérant maître du ciel, ayant mis hors d'usage les bases aériennes, hors de combat les avions stratégiques de l'ennemi, aurait gagné décisivement*".¹⁶

Les conséquences sur la définition de la "victoire" sont décisives. Vaincre dans un conflit (ou une crise) atomique revient à faire reculer son adversaire : "*Aussi longtemps*

¹³ Richard Leghorn, 1955, *op.cit.*, p.79.

¹⁴ Aron, "De la guerre", pp.305-306.

¹⁵ Notion que, dans des travaux antérieurs, l'auteur de ces lignes emprunte au général Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Fayard, 1963.

¹⁶ Aron, "De la guerre", p.306.

qu'il n'y a pas de défense passive contre les armes atomiques, le parti qui n'aurait plus à craindre de représailles serait victorieux. Il n'aurait même pas à exécuter ses menaces : le parti sans moyens de représailles, donc sans défense, serait acculé à la capitulation".¹⁷ L'existence même de l'arme nucléaire vient ainsi compenser celle des arsenaux jusqu'alors les plus redoutables, et devient le "centre de gravité" de la vie internationale. *"Plus que jamais on a recours à tous les moyens – tous sauf un dont l'emploi risquerait d'être fatal et qui pourtant influe sur le cours des événements, à la manière de la flotte anglaise qui naguère assurait la liberté des mers, immobile dans ses bases".¹⁸*

Mais ce danger de la guerre-éclair nucléaire n'est pas la seule conséquence à tirer de l'élargissement des perspectives stratégiques décrit par Leghorn. L'idée d'une progressivité et d'une proportionnalité de la réplique est ensuite abordée frontalement par Aron, comme en témoigne le titre du cinquième chapitre, "Menace absolue et graduation des représailles". Dans cette partie, Aron aborde le cœur véritable de son argumentation. Il ne s'agit plus de décrire la face opérationnelle d'une guerre nucléaire, mais la construction politique d'une gamme complète de ripostes crédibles et cohérentes, permettant à un État, en l'occurrence les États-Unis, de faire face à tous les types de menaces qu'il pourrait avoir à affronter. Pour Aron, le conflit entre "Grands" se fera par l'intermédiaire des "Petits", là où l'enjeu ne pourra provoquer une ravageuse montée aux extrêmes. La première des choses est donc de *ne pas* liquider ses forces conventionnelles, comme l'auraient voulu les hommes politiques américains les plus opposés à la constitution d'une force expéditionnaire permanente : *"Il nous paraît souhaitable que les Occidentaux conservent assez d'armes classiques pour mener, en cas de besoin, des opérations sans recourir à l'explosif nucléaire. Mais il ne nous paraît ni intellectuellement juste ni politiquement opportun d'affirmer que rien ne pourrait plus arrêter la guerre totale le jour où le tabou nucléaire serait violé".¹⁹* Les Occidentaux doivent pouvoir lancer plusieurs types d'attaques, selon l'intensité de la menace. La doctrine de la riposte graduée (*flexible response*) était conceptuellement née.

La mise au point de bombes de puissance suffisamment réduite n'est pas la seule innovation qui révolutionne le champ de l'affrontement nucléaire. La mise au point de la bombe H par les deux Grands, entre novembre 1952 et juillet 1953, avait rendu un affrontement mutuellement suicidaire. L'ampleur nouvelle des destructions serait bientôt complétée par la capacité à viser n'importe quel objectif sans avoir à lancer toute une flotte de bombardiers sur le territoire ennemi. Bien qu'Aron rédige ses essais en octobre-novembre 1956, soit tout juste un an avant que Spoutnik ne fasse entrer la compétition balistique dans l'âge intercontinental, il ne fait pour lui aucun doute que les bombes nucléaires seraient à moyen terme véhiculées par des fusées et pourraient atteindre n'importe quel point du territoire américain ou soviétique, sans possibilités de parade. Il était donc nécessaire de tirer dès à présent les conséquences en termes doctrinaux et adapter la stratégie à cet état de fait inéluctable.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Aron, "De la guerre", *op.cit.*, p.245.

¹⁹ *Ibid.*, p.303.

En effet, on estimait alors que la capacité à lancer un missile à plusieurs milliers de kilomètres serait atteinte dans les premières années de la décennie 1960. Prenant de court ces prévisions, Spoutnik fut lancé par surprise le 4 octobre 1957, provoquant une véritable panique au sein de l'État américain, ainsi qu'une vague importante de réformes qui aboutirent, par exemple, à la création de la NASA. Pour Aron, c'est un pan de plus de la stratégie traditionnelle qui devient subitement obsolète : *“Les bombes H et les fusées achèvent de rendre anachronique la conception d'une guerre limitée entre les aviations, moins pour la maîtrise du ciel que pour la destruction des instruments de représailles de l'ennemi. Par leur seule puissance, les bombes H excluent la discrimination entre emploi tactique et emploi stratégique”*.²⁰ Au mouvement de réduction de l'explosion répond donc un autre de maximisation des dégâts, qui achève de rendre la doctrine Dulles intenable. À la fois trop cruelle et trop laxiste, elle doit laisser la place à une doctrine proposant une gamme complète de réponses *proportionnées*.

Une dissuasion graduée ?

*“Nous voici arrivés à la controverse actuelle autour de ce qu'on appelle en anglais le graduated deterrent. L'arme thermonucléaire, surtout à partir du jour où les deux camps en disposent, est destinée à prévenir la guerre. Mais peut-on prévenir une petite agression en menaçant de représailles démesurées ? Ne faut-il pas proportionner la menace à l'agression, donc concevoir des degrés dans la menace ?”*²¹ Aron garde cependant un doute sur la formulation et sur le terme choisi, car ce n'est pas tant la menace qu'il faut prendre pour mesure que les moyens employés par l'adversaire pour atteindre ses fins. *“L'expression est équivoque parce que la graduation intéresse moins la menace que les représailles. C'est moins le deterrent que l'on devrait proportionner que les mesures à prendre au cas où l'ennemi n'aurait pas été arrêté dans ses entreprises par la menace”*.²² Dès ses premières réflexions, Aron anticipe ainsi les grandes thématiques de la course aux armements nucléaires et des traités de réduction du nombre d'ogives.

En cas d'abandon de la doctrine des représailles massives, toutefois, une question se pose cependant immédiatement : l'ennemi sera-t-il dissuadé d'agir si l'on ne détruit que la partie déployée de ses forces armées ? Pour répondre positivement à cette question, il est nécessaire de ne pas regarder l'éventuel échange nucléaire de manière isolée, selon une mécanique ou une dialectique qui lui seraient propre, et de le replacer dans le cadre plus général de l'opposition des forces entre deux camps, et donc de la stratégie générale. *“Faut-il annoncer à l'avance la graduation des représailles ? Quelle politique militaire donnerait un sens à cette graduation ? Il est vain, en effet, d'annoncer une doctrine que l'on n'a pas la capacité de mettre en application. La doctrine des ‘menaces et représailles graduées’ ne peut être fondée que sur une organisation appropriée”*.²³ “Appropriée” signifie ici, comme le plaide Aron depuis le début de la guerre de Corée, de compléter les

²⁰ Aron, “De la guerre”, p.307.

²¹ *Ibid.*, p.309.

²² *Ibid.*, p.309.

²³ *Ibid.*, p.309.

moyens nucléaires par des moyens conventionnels qui viendraient prolonger leur usage et transformeraient une simple destruction des capacités de l'ennemi en une transformation politique du terrain, grâce à une occupation et une sécurisation plus classique (une problématique déjà rencontrée pendant la Seconde Guerre mondiale avec les interrogations à propos de la pertinence de raids aériens sur des territoires qu'il était impossible d'occuper).

Après avoir reconnecté la finalité des opérations nucléaires à un but de guerre précis, Aron aborde ensuite la question de l'efficacité des deux types de doctrine. En effet, cette manière de soumettre l'emploi des capacités nucléaires à des fins politiques et stratégiques immédiates et non à une équation générale de la terreur pouvant aboutir du jour au lendemain à la destruction de centres de population entiers est, selon l'interprétation d'Aron, non seulement plus humaine, mais également plus crédible et donc plus efficace. De plus, elle augmente la plausibilité du soutien aux alliés, qui ne sont plus réduits à n'être que le premier théâtre sur lequel se produira l'échange nucléaire, mais deviennent des alliés actifs dans les opérations (il était probable pour Aron que les Grands "testent" leur détermination sur Paris ou Londres, sur Varsovie ou Sofia, avant de s'en prendre à New York ou Moscou, en guise de "dernier avertissement" déjà tragique). L'Allemagne, débarrassée de la certitude d'être intégralement détruite, pourrait ainsi se sentir soutenue contre une offensive sur Berlin-Ouest ou le reste de son territoire : *"Le New Look [nom donné à la doctrine adoptée par l'Administration Eisenhower] terrorise les alliés des États-Unis plus que leurs ennemis qui, à juste titre, se refusaient à croire que la réplique à une agression ou à un conflit local comporterait des bombardements classiques ou atomiques sur des villes situées en dehors de la zone géographique de l'agression ou du conflit"*. En un mot, les alliés des Grands deviennent à nouveau acteurs et non plus spectateurs de la construction de la puissance de la coalition, ce qui est pour eux une incitation à contribuer à l'effort collectif de défense.

La question de la crédibilité et de la certitude de la riposte est le principal test de la viabilité d'une doctrine nucléaire. Car, au fond, la doctrine Dulles a-t-elle jamais été crédible, ou sincère ? Lorsque Truman puis Eisenhower furent dans des situations où ils pouvaient justifier l'usage de la bombe, ils y renoncèrent et le firent savoir à tous les dirigeants de la planète. À y regarder de plus près, la doctrine de représailles graduées *"est en fait déjà celle des États-Unis"*²⁴ et *"implicitement celle du monde occidental"*.²⁵ Aron pense ici à la stratégie suivie notamment en Asie et au Proche-Orient, où les guerres entre l'Inde et le Pakistan, Israël et les États arabes, les deux Corée, ou les guerres de décolonisation de l'Indochine, de la Malaisie ou de l'Indonésie, n'ont pas abouti à un déclenchement du feu nucléaire, malgré le risque de voir certains de ces pays se placer dans le camp communiste. *"La réplique américaine à l'agression coréenne fut un exemple typique de représailles graduées"*, tranche-t-il.²⁶

²⁴ Aron, "De la guerre", p.310.

²⁵ *Ibid.*, p.309.

²⁶ *Ibid.*, p.309.

Adopter une stratégie officielle de gradation est donc plus une question de cohérence qu'un basculement total du modèle stratégique. De plus, la seule zone à être concernée par l'abandon des représailles massives est celle où les Grands se font face directement. Elle seule pourrait représenter l'enjeu d'une guerre atomique, puisque ni l'Asie orientale, ni l'Inde, ni le Moyen-Orient n'ont été menacés de frappes, alors même que les plus grands bouleversements s'y produisaient : *“C'est donc exclusivement par rapport à l'Europe que se pose le problème de la gradation des représailles et de l'action. C'est en Europe que subsiste encore l'alternative du tout ou rien”*.²⁷

Selon cette analyse, un manque de crédibilité de la riposte pourrait conduire les Soviétiques à envahir brusquement un ou plusieurs pays et ainsi constituer un fait accompli sur lequel il sera presque impossible de revenir. Le calcul des acteurs a en effet évolué d'un *“Halte, ou je te tue”* à un *“Halte, ou je préfère le suicide commun à la perte de cette province ou de ces puits de pétrole”*.²⁸ Du point de vue de la logique du social et de l'orientation du comportement de l'acteur rationnel, c'est un saut important, car *“on est plus enclin à prendre au sérieux celui qui menace de tuer le voleur sans mettre en danger sa propre vie que celui qui menace de faire sauter en même temps le voleur et lui-même”*.²⁹

Pour éviter cela, il est préférable de ne pas parier sur le fonctionnement théorique de la seule dissuasion, dont on ne peut aller au bout de la logique sans tomber dans une sorte d'absurdité : *“On ne peut laisser un territoire vide et proclamer que le premier soldat ennemi qui y pénétrera sera reçu à coups de bombes thermonucléaires lancées à quelques milliers de kilomètres plus à l'Est”*.³⁰ À cela, Aron propose de substituer une opposition de forces à la fois conventionnelles et non-conventionnelles, maximisant les chances de riposte. En effet, c'est en calculant l'équilibre local des puissances à conserver en cas d'assaut subit que doivent être positionnées les troupes venant combler les manques de la défense du pays allié, dans les endroits qui doivent être préservés d'un coup de force de l'ennemi :

La question est de savoir combien il faut de divisions et de quel type. Le nombre de divisions dépend de considérations multiples, plus psychologiques que techniques. Quel nombre suffira à convaincre le possible ennemi que la menace thermonucléaire est sérieuse ? Quel nombre donnera aux Européens le sentiment qu'ils ne sont pas à la merci ni de l'occupation sans guerre ni d'une initiative d'un individu déclenchant l'holocauste par inadvertance ? Quelle part voudra-t-on faire, en dépit de tous les raisonnements, à l'éventualité d'un conflit local en Europe ?³¹

Une fois le “calcul” des forces nécessaires pour faire face aux défis soulevés par cette série de questions, une première estimation des instruments nécessaires à l'établissement d'un équilibre général des puissances devient possible. Les Européens et les Américains, face aux Soviétiques et à leurs alliés, doivent ainsi posséder l'ensemble de la

²⁷ Aron, “De la guerre”, p.310.

²⁸ *Ibid.*, p.320.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*, p.310.

³¹ *Ibid.*, p.312.

gamme de forces permettant de surmonter tout type de menace sur leur territoire ou celui de leurs alliés, à savoir :

1. *“des engins nucléaires ou thermonucléaires, des avions de chasse et de bombardement, des fusées, au moins égaux aux armes et aux véhicules transporteurs de l’Union soviétique ;*
2. *des grandes unités capables, en Europe, de prévenir les faits accomplis et de montrer la résolution de recourir, en cas de besoin, aux suprêmes moyens ;*
3. *des grandes unités capables d’intervenir, avec ou sans recours aux armes atomiques tactiques dans un conflit local ;*
4. *des troupes capables de réprimer la guérilla, aussi longtemps du moins que les Européens voudront maintenir leur domination sur certains territoires d’outre-mer”.*³²

Voilà pour l’organisation générale. Aron laisse aux futurs décideurs politiques le soin de savoir quel nombre et quelle disposition de ces diverses formations sera à même de convaincre l’adversaire de toute agression rencontrera une résistance. Mais selon les principes qu’il dégage, toute puissance cherchant l’influence au niveau mondial se doit de posséder l’ensemble de ces moyens et ne faire l’impasse sur aucun. Mieux, Aron affirme que ces quatre instruments de la puissance à l’âge atomique doivent être pensés en cohérence, chacun venant compenser les insuffisances des autres, afin de préserver un équilibre général devant être pensé à la fois de manière conventionnelle et non-conventionnelle. La stratégie nucléaire doit par conséquent être pensée *en appui de la politique de défense* et non pour elle-même ou, pire, en remplacement de la guerre conventionnelle, comme le proposaient encore certains à Washington en 1956.

Que l’on envisage les opérations terrestres qui se combindraient avec une guerre thermonucléaire [...] ou des opérations susceptibles en Europe de ne pas mettre le feu au continent entier, des divisions, surtout équipées d’armes dites “défensives” (bazookas, mortiers, etc.), aussi proches que possible des troupes de guérilla, seraient probablement plus utiles que des divisions de type américain.³³

Cependant, la direction prise par la stratégie des pays anglo-saxons s’éloigne de plus en plus de ce modèle d’armée structuré en fonction des différents types de menaces pour se restreindre à préparer la guerre atomique et seulement celle-ci : *“Anglais et Américains vont moins réorganiser la structure que réduire le nombre de leurs grandes unités. Réformées, celles-ci seront destinées moins à des opérations classiques, en un conflit limité, qu’à un rôle complémentaire dans une guerre totale. [...] Les États-Unis préparent et prépareront de plus en plus la guerre introuvable, celle dont personne ne veut de sang-froid envisager le déclenchement”.*³⁴ Entraînant à sa suite l’ensemble de ses alliés

³² Aron, “De la guerre”, p.311-312.

³³ *Ibid.*, p.313. Par “divisions de type américain”, Aron entend des unités très mécanisées, mais coûteuses à entretenir et difficiles à manier sur des terrains difficiles.

³⁴ *Ibid.*, p.313.

dépourvus de l'arme nucléaire, Washington guiderait donc pour le moment sa coalition vers une impasse stratégique.

Pour décrire cette nouvelle défaite de la pensée stratégique, Aron reprend le parallèle dressé par Leghorn dans son article, entre une doctrine nucléaire purement défensive et l'attitude de la France au début de la Seconde Guerre mondiale : *“A l’abri derrière la ligne thermonucléaire comme les Français derrière la ligne Maginot, les Occidentaux verront se rétrécir peu à peu, comme une peau de chagrin, les territoires soumis à leurs lois ou simplement ouverts à leurs idées et à leurs marchandises”*.³⁵ Posant le problème de la légitimité à employer un certain degré de violence pour parvenir à leurs fins politiques dans la guerre, Aron rappelle, dans une formule où perce ses lectures de Max Weber, que l'on ne peut *“employer n’importe quelle arme contre n’importe quel objectif, en n’importe quelle conjoncture”* et que l'on ne *“s’impose pas sans autorité et n’obéit pas sans respect”*.³⁶ À l'ère de l'atome et de la diplomatie mondiale, les trois formes de pouvoir restent nécessaires pour faire plier la volonté de l'autre. Or, la doctrine de représailles massive n'a pas de finalité politique et se contente d'être une technique de destruction. Elle ne peut par conséquent pas servir de fondement à une paix durable. *“À partir d’un certain point, la technique n’inspire plus l’admiration, mais l’horreur”*.³⁷

Cette *“guerre introuvable”*, nous l'avons vu, structure la scène internationale et ne peut être ignorée par les nouvelles doctrines. La délaissier pour les autres types de guerre serait également une erreur, dans laquelle Aron se garde bien de tomber. Sa doctrine de remplacement ne va d'ailleurs pas elle-même sans insuffisances. Certaines difficultés dans l'application sont à attendre, qui ont toutes à voir avec la perception du passage d'un type de guerre à une autre. Ces difficultés pourront donner lieu à des erreurs dans la définition de l'attitude stratégique et rendre illisible la stratégie occidentale. Trop agressive ou trop permissive, une attitude inappropriée pourrait conduire les Soviétiques à passer à l'action. Comme toute conduite de la guerre, la stratégie nucléaire sera *“toute d’exécution”*, comme le veut le mot célèbre de Napoléon : *“La graduation des représailles, principe évident tant que l’on s’en tient à l’abstrait, pose plus de problèmes qu’elle n’en résout. Où tracer la ligne de démarcation entre bombes A et bombes H, c’est-à-dire entre emploi tactique des armes atomiques et emploi stratégique des armes thermonucléaires ?”*.³⁸

Règles pour la conduite d'une confrontation atomique

“Nous avons supposé, trop sommairement, les deux camps capables réciproquement de s’anéantir. Un des camps ne pourrait-il s’assurer une supériorité telle que l’autre soit paralysé par la crainte de la guerre et que surgisse à nouveau le péril du déséquilibre ? Le plus fort multiplierait les provocations, le plus faible les mouvements de retraite jusqu’à l’explosion presque inévitable ?”.³⁹ Voici comment Aron définit les enjeux d'une

³⁵ Aron, “De la guerre”, *op.cit.*, p.313.

³⁶ *Ibid.*, p.314.

³⁷ *Ibid.*, p.314.

³⁸ *Ibid.*, p.311.

³⁹ *Ibid.*, p.316.

confrontation entre puissances atomiques, qui l'occuperont jusqu'au terme de l'ouvrage. En ne soulignant négativement que les conditions pour être déclaré vaincu, il indique qu'à l'âge atomique et de la diplomatie planétaire perdre ne revient pas seulement à subir une attaque nucléaire, ravageant votre pays, et ne pas pouvoir répliquer soi-même par une frappe de même nature. Cette hypothèse est si peu probable qu'il est peu ou pas pertinent de s'y attarder. Bien d'autres "parties" seront jouées, sur un plan purement diplomatique, et ce sont elles qui doivent être analysées avec le plus de soin.

Être battu signifie à présent perdre la face et renoncer piteusement à ses projets, avant même que l'affrontement n'ait lieu. En cela, la diplomatie nucléaire est en partie un retour à la diplomatie de la canonnière, où il suffisait à Londres de faire paraître sa flotte devant Constantinople ou Zanzibar pour faire plier la volonté de ses opposants. La défaite d'un chantage nucléaire serait ainsi plus proche du résultat du Coup d'Agadir de 1911, par lequel l'Allemagne échoua à s'emparer du Maroc en menaçant sa ville méridionale d'un bombardement. Obligé de reculer avant d'agir, Berlin préféra entériner sa défaite plutôt que de livrer un affrontement trop coûteux. C'est vers ce modèle, amendé et élargi à l'ensemble de la planète, que tend la diplomatie mondiale pour Aron. On se souviendra que "De la guerre" est écrit à l'automne 1956, soit en pleine crise de Suez et au moment de l'insurrection de Budapest. La place nouvelle des crises et du chantage nucléaire ne pouvait que frapper l'esprit de l'analyste du *Figaro*.

Pour analyser les capacités de pression des Etats, notre auteur propose quatre critères permettant de rendre effective une menace de nature atomique. "*La puissance, mesurée en fonction de l'éventualité d'une guerre thermonucléaire, dépend de quatre facteurs* :

1. *armes* ;
2. *véhicules transporteurs* ;
3. *moyens de défense* ;
4. *capacité d'absorption ou, si l'on préfère, d'encaisser au sens où ce terme est pris dans le langage de la boxe*".⁴⁰

Selon les diverses combinaisons entre ces quatre facteurs, l'émergence d'une situation d'inégalité totale, où un pays est certain de pouvoir frapper sans être frappé, est hautement improbable, car "*le camp qui aurait les moyens d'abattre son ennemi [...] devrait toujours craindre les réactions désespérées d'un pays aux abois*".⁴¹ L'idée de la frappe "en second" (selon un concept né sous la plume d'Herman Kahn quelques années plus tard), dont la possibilité interdit la frappe "en premier", est ici établie dans toute sa rigueur. Aron précède les analystes de la RAND Corporation de quelques mois, voire de quelques années, dans la définition des règles de grammaire de la diplomatie nucléaire.

Cela ne signifie cependant pas qu'il faille se croire à l'abri de toute perturbation passagère de la logique de la dissuasion. Celle-ci pourrait être rompue momentanément et

⁴⁰ Aron, "De la guerre", p.316.

⁴¹ *Ibid.*, p.316.

provoquer, non pas une frappe, mais une reculade semblable à celles décrites plus haut. Nous serions dans l'une de ces configurations, par exemple, *“si l'Union soviétique possédait seule les projectiles-fusées et avait, à ce moment, réussi à mettre au point une défense efficace contre les bombardiers américains, alors effectivement on constaterait une inégalité fondamentale”*,⁴² qui ferait baisser drastiquement le coût d'opportunité d'une frappe nucléaire, tout en rendant une réplique impossible.⁴³ Constatant leur échec, les États-Unis devraient alors accepter des concessions majeures à leur adversaire. Par exemple, accepter le retour à l'ordre communiste dans Budapest révolté ou bien refuser de soutenir les alliés français et britanniques dans la crise du canal de Suez.

Néanmoins, Aron constate que les joueurs actuels, soit les États-Unis et l'Union soviétique, jouent la partie sans prendre en compte cette éventualité, qui semble ne jamais devoir se présenter. *“En fait, tout se passe comme si la conviction que la Grande Guerre n'aura pas lieu se combinait avec le manque de confiance dans les procédés de défense, active ou passive, pour susciter cette curieuse attitude semi-rationnelle, semi-démentielle : on renouvelle avec tant d'ingéniosité les armes qui garantissent impitoyablement la mort de l'ennemi qu'on ne se préoccupe guère de se réserver à soi-même une quelconque chance de survie”*.⁴⁴ À l'abri de la certitude que la dissuasion est permanente et omnipotente, les joueurs ne prennent pas en compte la possibilité d'être mis en échec sur un point précis de leur dispositif et de devoir demain faire des concessions majeures. Aron suggère que la diplomatie de crise pourrait être utilisée de manière offensive dans les années à venir, pour gagner une position et non pas simplement en conserver une (c'est déjà le cas partiellement avec Suez, même si la revendication égyptienne était présentée comme un juste retour à la normale). *“L'exploitation diplomatique d'une supériorité partielle”*⁴⁵ est bien le type de victoire que les puissances nucléaires chercheront à obtenir dans la nouvelle diplomatie mondiale.

Toute tentative pour arrêter une initiative ennemie aura donc pour limite la crédibilité de celui-là même qui menace de déclencher des hostilités aussi destructrices pour lui que pour celui qui pourrait être frappé. Cela pourrait remettre en cause la sécurité des zones les plus à l'abri d'une escalade, comme l'Europe, où le Japon :

Là où la guerre ne pouvait être que totale et où la menace occidentale de représailles était effective et tenue pour telle par l'autre camp, la sécurité était plus grande que dans les zones d'importance secondaire, où l'explosif nucléaire ne pouvait jouer son rôle de *deterrent*, dissuader l'agresseur éventuel.

De même qu'il change le rapport entre puissances dotées d'un arsenal, le passage aux armes thermonucléaires ne peut que modifier les rapports de la puissance nucléaire avec ses alliés. *“Hier, les Européens craignaient que les Américains ne fussent trop*

⁴² Aron, “De la guerre”, p.317.

⁴³ À nouveau, rappelons qu'Aron écrit un an avant Spoutnik et que l'ensemble des commentateurs jugent que la possibilité de monter une bombe atomique sur un missile ne sera possible que dans un horizon de cinq ou six ans minimum.

⁴⁴ Aron, “De la guerre”, p.319.

⁴⁵ *Ibid.*, p.320.

prompts à appuyer sur la gâchette et se considéraient comme plus exposés que leurs protecteurs, lointains et puissants".⁴⁶ Avec les armes thermonucléaires, la perspective est renversée et Aron note que, "*rationnellement, les Soviétiques ont intérêt à frapper d'abord leur vrai rival, les États-Unis, et non l'Europe, enjeu plutôt qu'ennemi*".⁴⁷ La menace qui pèse sur les Européens n'est donc plus d'être frappés en premier, comme Aron le soulignait dans ses articles du début des années 50. Elle est à présent d'être envahis en tout ou en partie sans que les Américains ne prennent le risque d'être frappés d'emblée par les Soviétiques. Berlin-Ouest, Hambourg, Vienne, puis Paris, Milan ou Londres, ces villes seraient-elles à l'abri d'un coup de force soviétique en cas de crise ? Les Américains seraient-ils prêts à jouer leur capitale, leurs centres de population gigantesques contre ces villes ? Prague et Budapest n'avaient pas valu de réaction américaine en 1948 et en 1956. La nouvelle question pertinente pour les Européens devient alors : "*en quelles circonstances les dirigeants de Washington se résoudraient-ils à prendre une décision qui impliquerait la destruction de leurs propres villes ?*".⁴⁸ Fort heureusement, ce doute est à la fois un désavantage et un avantage, car "*nul n'est sûr qu'une attaque locale déclencherait l'apocalypse, mais nul n'est sûr du contraire*".⁴⁹

Une des missions de la diplomatie européenne devient dès lors de "*convaincre les chefs soviétiques qu'en cas d'agression en Europe les dirigeants de Washington seraient contraints d'agir*".⁵⁰ L'une des réponses, pour l'Europe, consiste à acquérir des armes atomiques, afin d'être certaine de porter le conflit aux extrêmes et d'impliquer les dirigeants américains. Aron note que les Anglais se dirigent vers l'acquisition de la bombe H, bien que cela "*représente pour l'alliance atlantique prise comme un tout une dépense inutile*".⁵¹ Dans cette remarque, nous pouvons voir un des traits constants de la pensée d'Aron : penser au niveau de l'Alliance atlantique et de l'"Occident", et non du simple point de vue des États qui les composent. Contre le présumé de la discipline encore naissante des Relations internationales, Aron pense que les ensembles culturels, rassemblés en "*constellations diplomatiques*"⁵² durables, ont des intérêts supérieurs à ceux des unités politiques, nées au hasard de l'histoire.

Dans le cas anglais (et bientôt français), l'investissement dans un programme de recherche fait sens au niveau de l'Etat, mais n'a aucune valeur ajoutée pour le groupe auquel il appartient. Son but n'est donc ni de renforcer l'Occident, ni simplement de faire entrer le Royaume-Uni dans la "cour des Grands", mais bien de rendre toute attaque sur l'Angleterre si risquée qu'elle pourrait déclencher un échange thermonucléaire. Une fois celui-ci déclenché entre Londres et Moscou, le risque serait grand pour les États-Unis de

⁴⁶ Aron, "De la guerre", p.321-322.

⁴⁷ *Ibid.*, p.322.

⁴⁸ *Ibid.*, p.322.

⁴⁹ *Ibid.*, p.322.

⁵⁰ *Ibid.*, p.323. C'est Aron qui souligne *contraints*, de manière significative.

⁵¹ *Ibid.*, p.323.

⁵² Raymond Aron, "De l'Analyse des constellations diplomatiques", in *Revue française de science politique*, 1954, vol. 4, n 2, pp.237-251.

ne rien faire, si bien que la prudence voudrait qu'ils frappent avant d'être frappés. L'imprévisibilité d'un tel conflit renforce donc son improbabilité et solidifie la dissuasion. Londres obtiendrait dans cette nouvelle configuration diplomatique un tout petit peu plus de marge de manœuvre sur la définition des objectifs pouvant faire l'objet d'un "bluff" nucléaire. C'est bien peu en regard de l'investissement demandé.

Cependant, cette stratégie fondée sur l'impossibilité de "parier" sur une non-réaction à une première frappe, excluant tout déclenchement d'une guerre atomique, comporte un risque majeur : le "malentendu". En effet, nous dit Aron bien avant Robert Jervis et son analyse des "*misperceptions*" et de leur rôle dans les relations internationales,⁵³ si l'on prend pour base du calcul l'incertitude de l'ennemi, cela revient à se fonder sur des perceptions et des anticipations qui peuvent se révéler fausses à la suite d'une erreur d'interprétation. "*Plus la guerre devient monstrueuse, plus le malentendu est à craindre puisque l'agresseur aura de plus en plus de peine à croire qu'une agression mineure déclencherà une riposte majeure*".⁵⁴ En voyant se répandre des armes nucléaires en Europe, d'abord au Royaume-Uni, puis en France, alors que l'Italie et la Turquie se voient confier missiles et escadres nucléairement armées,⁵⁵ l'Alliance atlantique gagnait moins un surcroît de puissance qu'une solidarité organique entre États dotés, dont le rôle était "égalisé" par l'atome. Apparaissant comme un bloc nucléarisé, dont on ne peut attaquer les principaux membres sans être sûr de recevoir une réponse atomique, l'Alliance atlantique semblait plus forte aux yeux des Soviétiques. Pour Aron, c'est sur ce genre de perceptions que seront fondées les relations entre États. Les gouvernements doivent le prendre en compte dans la mise au point de leur doctrine.

Conclusion : l'ébauche d'une investigation plus large

Dans sa conclusion, Aron ne manque pas de signaler les limites de son analyse. Tout d'abord, les innovations techniques viendront rendre obsolètes certaines affirmations, en introduisant de nouvelles possibilités techniques et, par conséquent, de nouvelles "règles" à la partie d'échecs atomique.

Les prolongements prévisibles de la révolution militaire sont-ils de nature à modifier les données de la diplomatie planétaire à l'âge atomique ? Les progrès que les experts nous annoncent sont : la mise au point des fusées à portée peu à peu étendue, la multiplication des types de bombes H, comparable à celle des types de bombe A, les unes de puissance accrue, les autres de puissance moindre (avec suppression des poussières radioactives), enfin, hypothétiquement, la découverte de moyens de défense contre les fusées".⁵⁶

⁵³ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

⁵⁴ Aron, "De la guerre", p.324.

⁵⁵ Leopoldo Nuti, "L'Italie et le missile Jupiter", in Maurice Vaïsse (ss.dir.), *L'Europe et la Crise de Cuba*, Paris, Armand Colin, 1993, pp.123-157.

⁵⁶ Aron, "De la guerre", p.330.

Alors qu'aucun missile intercontinental n'est alors capable d'emporter une ogive nucléaire, Aron est déjà dans l'anticipation de la prochaine génération de lanceurs et entrevoit avec près de trente ans d'avance la mise au point de la défense antimissiles.

Nous pouvons ici mesurer la prudence et la précision des connaissances d'Aron au fait que ces innovations ont non seulement vu le jour dans les années suivantes, mais surtout qu'elles furent parmi les plus décisives pour tout le reste de la Guerre froide. Dès l'ébauche de sa "grammaire" nucléaire, il se place à la pointe du débat technique et surtout politique. Sur ce dernier plan, nous resterons dans le même type d'affrontement tant que l'arme sera l'apanage de quelques Grands et de leurs alliés les plus sûrs. *"Le changement décisif serait la généralisation de l'armement atomique, les Etats pénétrant les uns après les autres dans le club atomique aujourd'hui restreint à trois États"*.⁵⁷ Une généralisation dont le cours sera stoppé, ou du moins grandement ralenti, par le Traité de Non-Prolifération de 1968, qui conserve les règles de la diplomatie nucléaire en limitant le nombre de "joueurs" autorisés à entrer dans la compétition.

Cependant, les règles qu'Aron édicte (ou plutôt déduit) pour que d'hypothétiques moyens de défense soient effectifs et contribuent à la dissuasion restent tout à fait pertinentes à l'âge des missiles hypersoniques, en raison de la généralité que permet d'atteindre la dialectique toute clausewitzienne qui lui sert d'instrument de réflexion. D'une part, se prémunir d'un vol de missile ne diffère pas fondamentalement de la défense anti-aérienne classique : *"L'amélioration de la défense contre les fusées ne semble pas entraîner de conséquences révolutionnaires. On n'est pas sans défense contre les bombardiers ou les chasseurs-bombardiers : le pourcentage des appareils abattus n'empêcherait pas le ravage du territoire"*.⁵⁸ D'autre part, la défense pure n'est jamais le seul critère et se mélange toujours aux trois autres précédemment identifiés : *"La défense doit être complétée par la menace de représailles, et celle-ci, à son tour, doit être fondée sur des moyens assez nombreux et assez dispersés pour que l'agresseur ne puisse nourrir aucun espoir d'impunité"*.⁵⁹ Conclusion contre-intuitive de ces deux propositions, la mise au point de fusées chargées atomiquement, certaine à moyen terme, conduira certes à un *"avantage de l'attaque sur la défense"*, mais cela n'empêche pas *"la chance d'impunité, la prime de la surprise de diminuer"*.⁶⁰ Curieusement, étant donné que chaque joueur serait alors moins en sécurité, la situation de tous s'en trouverait plus assurée.

Cette stabilisation attendue résistera à la logique de la "prolifération", qui devrait mener un certain nombre d'États à acquérir eux aussi un arsenal nucléaire. *"La possession d'armes atomiques non plus par trois, mais par un grand nombre d'États ouvrira une ère nouvelle. Les premiers États capables de fabriquer des bombes sont les États européens"*. Aron pense ici à la France, à l'Allemagne, à la Suisse et à la Suède, la première pour retrouver son statut de grande puissance, les autres pour réassurer leur neutralité (tant que

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Ibid., p.330-331.

⁵⁹ Ibid., p.331.

⁶⁰ Ibid.

l'Allemagne ne sera pas réunifiée et qu'elle sera occupée tout du moins). *“L'écart entre 'grands' et 'moyens' sera réduit, la chance de la neutralité accrue. Les États-Unis seront obligés de tenir compte davantage de leurs alliés, les Européens retrouveront une arme que ne possèdent pas les peuples non-occidentaux”*.⁶¹ La seconde vague d'acquisition ne bouleversera donc pas fondamentalement les rapports de force distribués par la première. *“Enfin, l'arme atomique ne sera pas moins inutile aux Européens dans leurs relations avec l'Afrique ou le Proche-Orient qu'elle ne l'a été aux États-Unis dans leurs relations avec l'Union soviétique”*.⁶² Face à des pays ne possédant pas la technologie nucléaire, Aron estime que ces armes prémunissent des grandes catastrophes, mais ne sont pas un instrument d'influence décisif. C'est pourtant à une certaine stabilité que pourrait mener la nouvelle configuration, bien que cette stabilité soit fondée sur la force plutôt que sur le droit. *“Plus sont nombreux les États détenteurs des armes nucléaires, plus diminue mathématiquement, inexorablement, l'improbabilité de décisions insensées, plus s'éloigne la perspective d'un accord international”*.⁶³

Aron s'inquiète davantage pour la seconde phase de l'élargissement, qu'il situe à *“vingt ou vingt-cinq d'année plus tard”*, soit pour la décennie 1980. *“Le club des possesseurs d'armes thermonucléaires s'élargira à son tour”* et comprendra des *“petites puissances”*.⁶⁴ C'est alors qu'il situe le risque d'un calcul malencontreux, pouvant déboucher sur la mort de millions d'individus. Mais il est difficile, en 1956, de savoir si la possession d'armes nucléaires sera devenue la norme d'ici la fin du siècle ou bien si les grandes puissances de la première ou de la seconde vague sauront limiter la propagation des techniques conjuguant explosifs et véhicules. Seule certitude, une telle propagation étendue à l'ensemble des États est une absurdité, vers laquelle il ne faut pas se diriger. *“Un fait nous paraît presque certain : la possession de l'explosif nucléaire par la plupart des États fera regretter le temps de la conjoncture bipolaire”*.⁶⁵

Une ultime question est abordée par Aron dans sa conclusion. Elle concerne la capacité des deux grandes puissances aujourd'hui, mais également de l'ensemble des puissances atomiques demain, à limiter la violence et à ne pas chercher à anéantir leur adversaire. Rappelant le célèbre passage de *La Guerre du Péloponnèse* de Thucydide, où celui-ci indique que Sparte et Athènes auraient eu tout intérêt à se partager la Grèce en zones d'influence, mais qu'une fois le conflit engagé, les deux cités furent entraînées dans une logique de tout ou rien qui les mena toutes deux à la ruine.⁶⁶ Appliquée à l'ère des engins thermonucléaires, une telle méditation sur la dynamique des conflits entre unités politiques ne peut mener qu'à un point de vue pessimiste.

⁶¹ *Ibid.*, p.332.

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*, p.332-333.

⁶⁴ *Ibid.*, p.333.

⁶⁵ *Ibid.*, p.334.

⁶⁶ C'est le même passage qui servira de base à la réflexion de Graham Allison pour caractériser son “piège de Thucydide” dans *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?* (Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2017).

L'enjeu d'une philosophie de l'histoire et de la guerre se situe désormais sur la question de la possibilité d'une survie de l'humanité, à présent qu'elle possède les moyens de sa propre destruction :

Pourquoi les belligérants n'apprendraient-ils pas à éviter l'anéantissement réciproque, comme les vainqueurs ont appris à épargner les vaincus ? On répond à juste titre qu'entre ces deux cas existe une différence. Le vainqueur, tout en épargnant le vaincu, lui impose sa volonté. Il ne sacrifie rien en réfrénant son instinct de meurtre. En revanche, la limitation de la violence pendant la guerre limite la victoire elle-même. Faute d'employer les armes décisives, on ne saurait contraindre l'ennemi à la capitulation. Une telle sagesse n'ouvrirait-elle pas une phase nouvelle de l'histoire ? [...] l'humanité apprendra-t-elle à ne pas se servir de toutes ses armes ? On l'espère.⁶⁷

Après Clausewitz, Aron convoque ici Hegel et sa dialectique du maître et de l'esclave, pour parfaire son raisonnement. Les dirigeants américains et soviétiques, et demain français ou chinois, sauront réfréner leur "*instinct de meurtre*", car vaincre en supprimant l'adversaire est une moindre victoire que de le contraindre et lui imposer sa volonté. Tout comme le maître épargne l'esclave, puisque, vivant, il lui apporte sa force de travail, tandis que mort il ne crée plus de richesses, le dirigeant sait qu'à l'âge thermo-nucléaire, aucune stratégie délibérée ne peut conduire à vouloir la ruine totale de son adversaire. D'autant qu'il est également certain qu'une partie au moins de son territoire sera touchée par des frappes équivalentes. La perte de prestige pour avoir fait périr de manière délibérée autant de personnes en une fois complète enfin les incitations à ne pas utiliser l'"*arme absolue*". Voilà ce que la philosophie, après avoir inquiété avec Thucydide, apporte comme consolation ou du moins comme apaisement à l'esprit.

En opposition vive avec les croyances millénaristes apparues avec les nouvelles armes à fission, puis à fusion nucléaire, Aron propose à l'inverse de comprendre la logique de l'affrontement et de chercher des procédés permettant de rappeler sans cesse qu'aucun bénéfice n'est à attendre d'un échange de frappes nucléaires. Son raisonnement est une méthode pour s'assurer que les hommes restent responsables à l'âge thermonucléaire, ce dont beaucoup doutaient après Hiroshima et Auschwitz. "*La sagesse politique ne propose rien de plus que la survie par la modération. Il est bon d'en dénoncer les insuffisances, à condition de ne pas faire la bête en voulant faire l'ange*".⁶⁸ À sa mesure, le philosophe participe aussi à l'apaisement des consciences, en affirmant que le pire n'est pas certain.

Antony Dabila

Post-doctorant,
Institut d'Études de Stratégie et de Défense,
Université Lyon-III Jean Moulin

⁶⁷ *Ibid.*, p.343

⁶⁸ *Ibid.*, p.344.